



ASIE/PAKISTAN - Appel au gouvernement : protéger le travail féminin de la violence et de l'exploitation

Faisalabad (Agence Fides) – Le Gouvernement doit protéger les travailleuses de l'exploitation, de la violence et de l'esclavage, en portant surtout attention à celles qui sont embauchées pour les travaux agricoles, le travail domestique et dans d'autres travaux plus humbles : c'est l'appel lancé, à l'occasion de la Fête du travail, par un forum d'associations de la société civile pakistanaise, guidé par l' " Association of Women for Awareness and Motivation " (AWAM) et repris par des associations de femmes chrétiennes et d'autres minorités religieuses. Au cours d'un congrès qui s'est tenu le jeudi 1er mai à Faisalabad, il a été rappelé que la politique au Pakistan a jusqu'à présent apporté des réponses inefficaces pour la tutelle des droits des travailleurs et, en particulier, des travailleuses. Dans une note envoyée à Fides, Mme Nazia Sardar, directrice d'AWAM, affirme : « Plus de 10 millions de femmes sont employées dans du travail à domicile, dans des secteurs comme l'habillement et le tissage, la réalisation de bijoux, de chaussures, de dentelle et de tapis. Malgré leur contribution à l'économie nationale, toute forme de protection légale leur est niée, y compris une garantie de salaire minimum. Le Gouvernement doit considérer le secteur du " travail informel " et au foyer et étendre à ces travailleuses les protections sociales ». Mme Shazia Gorge, défenseur des droits des femmes, a fait observer que : « les travailleuses domestiques sont exploitées par leurs patrons et n'ont même pas le statut de " travailleur ". Voilà pourquoi elles touchent de bas salaires, ont des horaires de travail trop longs et, en plus, subissent souvent menaces et violences ».

Certains parlementaires présents ont relevé que le Pakistan a accompli des pas en avant pour garantir aux femmes une représentation significative dans tous les domaines de la vie, comme la politique et le travail, et qu'il est en train d'accomplir d'autres efforts pour régulariser la tutelle juridique de leurs droits. Les femmes au Pakistan – a rappelé le congrès – doivent affronter des obstacles à cause d'une société encore patriarcale et d'une mentalité qui les place en condition d'infériorité. Voilà pourquoi il est fondamental qu'elles aient une voix unitaire pour la défense de leurs droits. (PA) (Agence Fides 2/5/2014)